



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N°430 /DDPP/2016**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 réglementant l'exploitation par la société IMERYS TC d'une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Chalain le Comtal, "lieu-dit Bourg-Est" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 140/DDPP/14 du 23 avril 2014 autorisant la société BOUYER LEROUX STRUCTURE à exploiter, en lieu et place de la société IMERYS TC la carrière d'argile située sur le territoire de la commune de Chalain le Comtal, "lieu-dit Bourg-Est"

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 26 septembre 2016 établi à la suite d'une visite d'inspection du 28 juin 2016, constatant que le délaissé des 10 mètres imposés par l'arrêté du 4 novembre 2009 susvisé n'est pas respecté en tout point du périmètre d'exploitation ;

**CONSIDERANT** le non-respect des dispositions des articles 7.6 et 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 novembre 2009 susvisé imposant le maintien du bord de l'excavation à une distance minimale de 10 mètres avec les terrains avoisinants et le rétablissement de ce délaissé de 10 mètres côté sud au terme de la première phase quinquennale ;

**CONSIDERANT** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** – La société BOUYER LEROUX STRUCTURE, située ZI Les Plantées 42680 SAINT MARCELLIN EN FOREZ, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Chalain le Comtal, "lieu-dit Bourg-Est", est mise en demeure, sous un délai de 3 mois :

- de proposer une solution technique visant à rétablir la distance réglementaire de 10 mètres entre le bord de l'excavation et le périmètre d'autorisation
- de proposer un échancier de travaux réaliste et acceptable

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3** - En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de CHALAIN LE COMTAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **14 OCT. 2016**  
Pour le Préfet

et par délégation

Le Secrétaire Général

  
**Gérard LACROIX**

copie adressée à :

- Société BOUYER LEROUX STRUCTURE  
ZI Les Plantées  
42680 SAINT MARCELLIN EN FOREZ
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de CHALAIN LE COMTAL
- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43
- Archives
- Chrono